Ville de Bouxières-aux-Dames

Rapport d'orientations budgétaires 2018

Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » du 6 février 1992, la tenue d'un débat d'orientations budgétaires (DOB) s'impose aux communes et plus généralement aux collectivités dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif. Le DOB n'a pas en lui-même de caractère décisionnel et n'est pas sanctionné par un vote.

Première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales, le DOB est un document essentiel qui permet de rendre compte de la gestion de la ville (analyse rétrospective) tout en projetant ses capacités de financement pour l'avenir (analyse prospective).

Ce débat doit en effet permettre au conseil municipal de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif voire au-delà pour certains programmes lourds. Mais ce doit être aussi l'occasion d'informer les conseillers municipaux sur l'évolution financière de la collectivité en tenant compte des projets communaux et des évolutions conjoncturelles et structurelles qui influent sur nos capacités de financement.

I. Les perspectives liées à la trajectoire des finances publiques

Présentés conjointement par le Ministre de l'Économie et des Finances ainsi que par le Ministre de l'Action et des Comptes Publics, le 27 septembre dernier, le projet de loi de finances (PLF) 2018 et le projet de loi de programmation des finances publiques 2018-2022 dessinent l'ensemble des perspectives liées à la trajectoire des finances publiques pour le présent quinquennat.

1- Les perspectives liées au déficit public

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Solde public effectif	-2,9	-2,6	-3	-1,5	-0,9	-0,2
Solde structurel	-2,2	-2,1	-1,8	-1,6	-1,2	-0,8
Dette publique	96,8	96,8	97,1	96,1	94,2	91,4

Source : Ministère de l'Économie et des Finances / Ministère de l'Action et des Comptes Publics

Selon les projections établies par le Gouvernement dans le PLF 2018, le déficit public devait, en 2017, s'établir à **2,9 %** du PIB et ainsi permettre à la France de sortir de la procédure européenne de déficit excessif.

Par la suite, le déficit public devrait continuer à décroître en 2018 sous l'effet conjugué de l'amélioration du solde des administrations de sécurité sociale et des collectivités territoriales, tandis que le seul déficit de l'État devrait, pour sa part, connaître une dégradation (évaluée à 6,4 milliards d'Euros) liée à l'impact des baisses de prélèvements obligatoires annoncées (10 milliards d'Euros).

Par ailleurs, et comme indiqué sur le tableau ci-dessus, le déficit public devrait connaître une légère dégradation en 2019, consécutive à la transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en allégement de charges pérenne, avant de décroître progressivement lors des exercices budgétaires suivants.

2- Les perspectives liées à la croissance économique

Année	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Croissance économique en % du PIB	1,7	1,7	17	1,7	1,7	1,8

Source : Ministère de l'Économie et des Finances / Ministère de l'Action et des Comptes Publics

Si l'évolution de la croissance économique est restée modérée en 2016 (1,1 %), cette dernière devrait augmenter sensiblement en 2017, pour atteindre **1,7 %**.

Cette tendance haussière devrait se maintenir au cours des années suivantes pour aboutir à une stabilisation autour de ce chiffre de 1,7 %, aidée en cela par des facteurs économiques à la fois externes et internes.

Les principaux facteurs externes concourant au maintien de la croissance se symboliseraient par la poursuite de la reprise de la zone Euro, ainsi que par l'accélération de la demande mondiale qui contribueraient toutes deux au soutien de l'activité en France. L'effet attendu devrait toutefois n'être que progressif, eu égard

notamment aux performances encore fragiles des exportations au premier semestre, dans un contexte où la compétitivité des entreprises françaises est affectée par l'appréciation de l'Euro. Enfin, et à la lumière des récentes déclarations de Mario DRAGHI, la politique monétaire de la Banque Centrale Européenne (BCE) devrait rester relativement accommodante, facilitant ainsi le financement de l'économie.

Pour ce qui est des facteurs internes, il convient de relever certaines évolutions favorables sur le marché du travail, avec la création de près de *300 000 emplois* depuis un an, le redressement des marges des entreprises depuis 2013, ainsi que l'amélioration du « climat de confiance » relatif à la fois aux entreprises et aux ménages, qui impacterait positivement la demande intérieure privée.
En outre, et après avoir retrouvé un élan positif en 2016, l'investissement immobilier pourrait confirmer son embellie dans les années à venir, avec des permis de construire qui retrouveraient des niveaux proches de ceux constatés en 2010-2011.

En termes d'inflation, les prévisions du Gouvernement sont les suivantes : 1% en 2017, 1.1% en 2018, 1.3% en 2019 et 1.5% en 2020.

L'ensemble de ces prévisions doit, naturellement, être mis en perspective avec les différents aléas internationaux susceptibles de l'impacter, tels que :

- Le devenir encore incertain des négociations sur le sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne (prévue pour mars 2019),
- L'orientation de la politique budgétaire américaine,
- Les évolutions du pétrole et du change,
- L'investissement des entreprises, qui pourrait être moins dynamique qu'attendu si ces dernières souhaitent réduire leur endettement,
- L'investissement des ménages, qui pourrait être moins élevé qu'escompté si les mises en chantier subissent un ralentissement.

3- La fiscalité

MESURES NOUVELLES EN PRELEVEMENTS OBLIGATOIRES (en milliards d'Euros)	
Dégrèvement de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages	**- 3,0**
Création de l'impôt sur la Fortune Immobilière (IFI)	**- 3,2**
Mise en place d'un prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital	**- 1,3**
Baisse du taux de l'impôt sur les sociétés de 33 % à 25 %	**- 1,2**
Suppression de la quatrième tranche de la taxe sur les salaires	**- 0,1**
Hausse de la fiscalité énergétique	**3,7**
Hausse de la fiscalité du tabac	**0,5**
CICE - montée en charge et hausse de taux de 6 % à 7 % en 2017	**- 4,0**
Crédit d'impôt sur la taxe sur les salaires	**- 0,6**
Élargissement du crédit d'impôt pour l'emploi des personnes à domicile	**- 1,0**
TOTAL	**- 10.2**

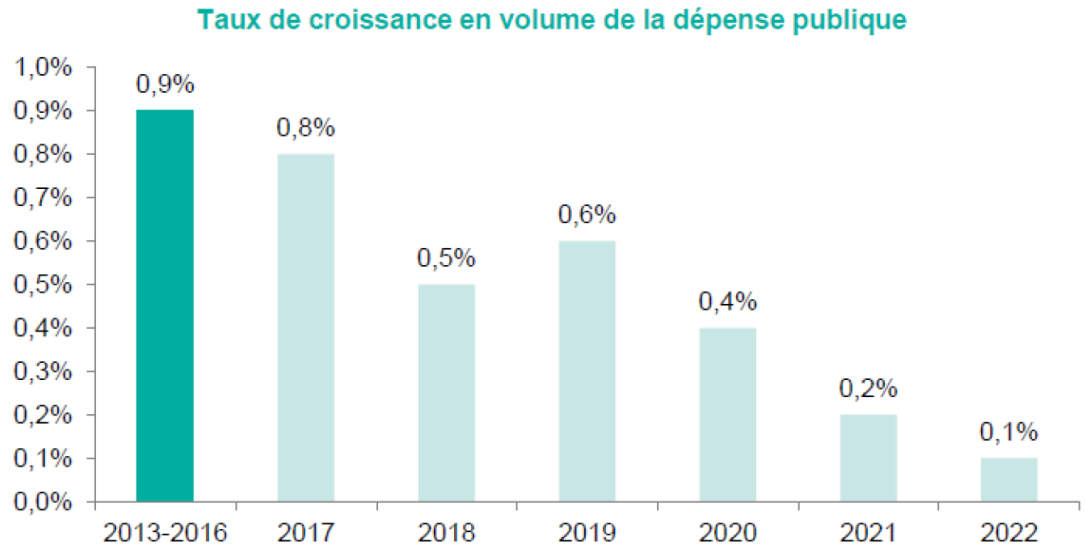
Source : Ministère de l'Économie et des Finances / Ministère de l'Action et des Comptes Publics

Les mesures nouvelles ainsi présentées ont pour objectifs, selon les perspectives annoncées par le Gouvernement dans le PLF 2018, de favoriser l'activité économique et l'investissement productif, ainsi que le pouvoir d'achat des actifs.

En ce sens, la suppression des cotisations maladie et chômage des salariés (3,15 %), en contrepartie d'une hausse moindre (1,7 %) de la cotisation sociale généralisée (CSG), a vocation à créer un gain net de pouvoir d'achat pour les salariés (hors fonction publique). La baisse de 30 % de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages doit, elle, tendre à soutenir le pouvoir d'achat des classes moyennes.

La transformation, prévue en 2019, du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en allégements de charges pérenne, la prolongation de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés (IS) de 28 % à 25 %, ainsi que le remplacement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) par un impôt sur la fortune immobilière (IFI) et la mise en place d'un prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30 % sur les revenus du capital ont, pour leur part, vocation à soutenir l'activité et à orienter l'épargne vers l'investissement productif.

4- La dépense publique



Source : Ministère de l'Économie et des Finances / Ministère de l'Action et des Comptes Publics

Selon le Gouvernement, la baisse concomitante des prélèvements obligatoires et du déficit public serait permise par un effort important de limitation du taux de croissance de la dépense publique globale, qui s'établirait à **0,4 %** en moyenne sur le quinquennat (hors inflation).

Dans le détail, l'effort ainsi programmé serait partagé entre les administrations centrales, les dépenses sociales et les collectivités territoriales.

Le contrôle de la dépense des administrations publiques centrales

Le périmètre des dépenses pilotables de l'État, soit 253 milliards d'Euros dans le budget 2017, est appelé à porter l'essentiel de l'effort de la maîtrise de la dépense des administrations centrales.
En ce sens, le Gouvernement souhaite amorcer, dès 2018, une décélération des dépenses pilotables de l'État en plafonnant ces dernières à une progression de **0,6 %** en volume, soit un niveau comparable à l'objectif moyen pour l'ensemble de la dépense publique.

Cette dépense pilotable (corrigée de l'inflation) devrait diminuer à compter de 2019, pour atteindre un objectif de réduction (en volume) fixé à **– 1 %** à l'horizon 2020.

Les opérateurs de l'État devraient également contribuer à l'effort de maîtrise des dépenses, via des réductions d'emplois. Par ailleurs, la règle d'interdiction d'endettement de ces organismes continuerait de s'appliquer, assurant ainsi que leur solde agrégé demeure proche de l'équilibre sur la période concernée.

La maîtrise des dépenses sociales

Pour ce qui concerne les administrations de sécurité sociale, le Gouvernement affiche comme objectif de limiter la dépense (en volume) à **0,5 %** par an (en moyenne).

La fixation de l'Objectif National de Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM) à **2,3 %** par an sur la période 2018-2020 devrait participer de l'amélioration de la situation des administrations sociales, permise également, selon les perspectives émises dans le PLF 2018, grâce au dynamisme de leurs recettes ainsi que par l'universalisation du régime d'assurance-chômage (dans l'hypothèse d'une diminution du taux de chômage).

Une contractualisation avec les collectivités territoriales pour la réduction de leurs dépenses

La trajectoire financière des administrations locales (collectivités territoriales et leurs établissements) traduit la mise en œuvre d'une contractualisation des relations entre l'État et les collectivités, portée par les travaux de la Conférence Nationale des Territoires (CNT).
Ainsi, s'il n'est pas prévu de baisse des dotations de l'État aux collectivités, ces dernières devront avoir pour objectif de diminuer leurs dépenses de fonctionnement (par rapport à l'évolution tendancielle) de 13 milliards d'Euros à l'horizon 2022.
Cette contractualisation devrait, en outre, être assortie de mécanismes renforcés de gouvernance reposant notamment sur l'instauration d'une nouvelle « règle d'or », devant permettre la soutenabilité financière du recours à l'emprunt des collectivités, ainsi que leur désendettement progressif.

II. LES FINANCES LOCALES

Présenté conjointement au PLF 2018, le « pacte de confiance » que l'État entend conclure avec 319 collectivités s'accompagne de différentes mesures concernant l'ensemble des collectivités territoriales.

1- Un contrat d'engagement avec 319 collectivités

Destinées à être inscrites dans la prochaine loi de finances, les principales dispositions relatives au contrat que l'État souhaite mener avec certaines collectivités s'articule autour de l'objectif majeur de limiter, chaque année, la hausse de leurs dépenses de fonctionnement à hauteur de 1,1 % pour les communes, de 1,2 % pour les régions, et de 1,4 % pour les départements, inflation et budgets annexes compris (pour rappel, les hausses enregistrées entre 2009 et 2014 étaient de *2 %* par an, hors inflation).

Dans le détail, ce contrat concernera les régions, les départements, les métropoles, les communautés d'agglomération de plus de 150 000 habitants, ainsi que les communes de plus de 50 000 habitants.

Chaque contrat sera négocié entre la collectivité et le Préfet, en lien avec la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), et en tenant compte des situations

particulières de chaque collectivité.

Les collectivités pourront ainsi faire jouer leur « libre arbitre » sur les modalités de respect de cet objectif, étant précisé qu'un système de « bonus-malus » sera vraisemblablement mis en place (le bonus devrait prendre la forme de dotations d'investissement, le malus restant pour l'heure à préciser avec les associations d'élus).

2- Une nouvelle « règle d'or »

Si le Gouvernement a justifié son choix de faire porter ce « pacte de confiance » sur les 319 collectivités représentant les deux-tiers des dépenses de fonctionnement, les collectivités de plus petite taille, pour lesquelles il serait sans doute plus difficile de faire face au même effort, pourraient également être sollicitées par l'État à travers un pacte qui serait conclu avec les associations qui les représentent.

Par ailleurs, les communes de plus de 10 000 habitants et les communautés de plus de 50 000 habitants devront appliquer une nouvelle « règle d'or », afin que leurs capacités de désendettement ne dépassent pas 12 ans et que celles-ci redescendent, idéalement, dans une fourchette de 5 à 6 ans.

À défaut, la Chambre Régionale des Comptes (CRC) pourra être saisie par le Préfet.

3- Des dotations d'État en légère hausse pour 2018

Si la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) devrait, selon les propos du Premier Ministre Édouard Philippe, augmenter de l'ordre de 100 millions d'Euros en 2018, les concours dits de « péréquation » devraient, pour leur part, évoluer comme suit :

+ 90 millions pour la Dotation de Solidarité Rurale (DSR),
+ 90 millions pour la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU),
+ 10 millions pour les dotations de péréquation des Départements.

Par ailleurs, le Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC) sera, lui, maintenu à son niveau de 2017, soit 1 milliard d'Euros.

4- Le soutien à l'investissement

Les dotations de soutien à l'investissement seront consolidées et s'élèveront à **1,8 milliard d'Euros** en 2018 :

- 996 millions d'Euros pour la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR),
- 665 millions d'Euros pour la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL),
- 150 millions d'Euros pour la Dotation de Politique de la Ville (DPV).

Conjointement à cela, la DSIL sera transformée en une dotation pérenne inscrite dans le Code Général des Collectivités Territoriales.

Par ailleurs, les « petites » communes bénéficieront d'un soutien au financement de l'ingénierie inhérente à leurs projets d'investissement, par le biais d'un financement à hauteur de **10 %** des dépenses de fonctionnement liées à un investissement.

Enfin, il est à signaler qu'un nouveau fonds, doté de 50 millions d'Euros, pourra venir en appui des « réformes structurelles » portées par les collectivités : mutualisations, créations de communes nouvelles, fusions de départements, reprises de compétences départementales par une métropole, etc.

5- Une réforme de la taxe d'habitation en trois temps

Inscrite dans le PLF 2018, la réforme de la taxe d'habitation s'appliquera successivement sur les années 2018, 2019 et 2020, pour, progressivement, dispenser 80 % des contribuables locaux du paiement de cette taxe (une baisse de 30 % est prévue en 2018, puis de 65 % en 2019, et enfin de 100 % en 2020 pour les personnes concernées).

En termes de barème, et à titre d'exemples, seront concernées par cette réforme les personnes célibataires ayant un revenu fiscal de référence inférieur à *27 000 Euros* par an, ainsi que les personnes vivant en couple (sans enfant) ayant un revenu fiscal de référence inférieur à *43 000 Euros* par an.

Pour les collectivités, cette baisse de recettes fiscales sera, en 2018, compensée sous la forme d'un dégrèvement indexé sur la base des taux de 2017.

6- Les mesures diverses

Conjointement à ces différentes annonces prépondérantes, le Gouvernement a également présenté plusieurs autres mesures qui, au sein du PLF 2018, méritent d'être soulignées :

Les régions ont obtenu confirmation que leur DGF serait bien remplacée par une fraction de recettes de TVA, afin d'accompagner leurs nouvelles compétences. Sur la durée du quinquennat, la croissance de cette recette fiscale est estimée à 700 millions d'Euros.

Toutefois, le fonds de soutien exceptionnel de 450 millions d'Euros institué par la loi de finances 2017, et dont les régions n'ont perçu que la première enveloppe de *200 millions d'Euros*, ne sera maintenu qu'à un niveau de 250 millions d'Euros.

Le Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) sera, comme annoncé précédemment par François Hollande en juin 2016, automatisé à partir de 2019. Ce dernier sera en outre revalorisé de 80 millions d'Euros en 2018 et devrait désormais bénéficier d'une hausse garantie.

Le montant du fonds destiné à indemniser les communes pour la délivrance des cartes d'identité sera doublé pour être porté à 40 millions d'Euros.

L'équilibre général des recettes de Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) sera préservé.

III. LA SITUATION FINANCIERES DE LA COMMUNE AU 31 DECEMBRE 2017

Les dépenses de fonctionnement (en K€)

Chapitres budgétaires	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Variation 2016-2017
Charges à caractère général (011)	721	614	709	668	719	651	596	-8,54%
Personnel (012)	1221	1297	1331	1377	1438	1455	1426	-2%
Charges de gestion courante (chapitre 65)	339	338	316	301	302	307	303	-1,05 %
Charges financières	5	4	3	2	0	0	0	0 %
Ch. exceptionnelles et atténuation de produits	5	4	17	17	25	119	131	+9,31%
Total des dépenses réelles	2291	2257	2376	2364	2484	2532	2456	-3 %
Dotations /amortissements	125	108	113	119	668	170	135	-20,64 %
Total des dépenses réelles et d'ordre	2416	2365	2490	2483	3152	2702	2590	-4 %

Les recettes de fonctionnement (en K€)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Variation 2016-2017
Atténuation de charges (013)	80	70	81	148	133	157	129	94	-27,46%
Produits des services (70)	140	142	157	158	192	198	243	273	+12,59%
Impôts et taxes	1393	1443	1495	1526	1530	1583	1477	1499	+1,48%
Dotations et participations (DGF, etc)	926	962	1036	1018	953	901	876	804	-8,27%
Autres produits de gestion (75)	16	69	48	43	45	50	60	59	-1,24%
tal des recettes réelles (sans les produits exceptionne	**2554**	**2685**	**2817**	**2892**	**2853**	**2890**	**2785**	**2729**	**-2,02%**
Produits exceptionnels	18	34	14	14	10	327	34	37	+7,79
Total des recettes réelles	**2572**	**2719**	**2831**	**2906**	**2862**	**3217**	**2819**	**2766**	**-1,90%**
Opération d'ordre (042)	6	35	75	1	1	303	31	0	-100%
Total des recettes réelles et d'ordre	**2578**	**2754**	**2906**	**2906**	**2863**	**3519**	**2851**	**2766**	**-2,98%**

Plusieurs précisions doivent être apportées pour une bonne lecture des données ci-dessus :

- Les **charges à caractère général** ont diminué de 8.54 % entre 2016 et 2017. Les grandes tendances à l'intérieur de ce chapitre budgétaire sont les suivantes :

Articles budgétaires	Evolution	2016	2017	Observations
Entretien et réparation de voirie	↘	62 966 €	15 903 €	L'entretien des réseaux d'eau pluviale relève depuis le 01/07/2017 du budget assainissement
Achats prestations de services	↘	133 103 €	31 141 €	Transfert de la compétence restauration le 01/01/2017
Entretien et réparation des bâtiments publics et autres bâtiments	↗	23 112 €	57 131 €	Réfection mur Guingot (29 143€) + dôme salle Lambing (1 481€)
Matériel roulant	↗	14 222 €	26 464€	Réparation rotor et flexibles tracteur (1 955€), réparation camion (4 592€) et changement pneus camion (2 304 €)

Eau et assainissement	↗	4 602 €	19 948 €	En 2016 : Facturation du 1er semestre uniquement - En 2017 : facturation du 2ème semestre 2016 et du 1er semestre 2017 + Fuite d'eau ASLB (6 274€)
Fourniture de petits équipements	↗	45 488 €	66 293 €	Travaux en régie (réfection salle de classe : 17 749 € + Local Comité des Fêtes : 3 204 €)
Maintenance	↗	11 807 €	16 045 €	Contrat de maintenance 2016 Delta Sécurité facturé en 2017 (décalage)
Alimentation	↘	6 813 €	4 203 €	
Terrains	↗	8 189 €	11 793 €	Entretien et marquage des terrains de foot.
Autres organismes	↗	5 137 €	15 313 €	Dont participation Mezzanine 2016 et 2017
Transport	↘	18 481 €	12 434 €	Transports scolaires, péri et extra-scolaires.
Bois et forêts	↗	3 330 €	6 838€	Recette 2017 : 1 928 €
Location mobilière	↘	19 922 €	17 649 €	Nacelle, mini-pelle, batterie Zoé, groupe électrogène, etc.
Fourniture de voirie	↗	509 €	3 140 €	2017 : Aménagement aire de jeux St Nicolas - 50 T de gravillons
Annonces et insertions	↘	13 111 €	11 553 €	Guide pratique : - 1300 € par rapport à 2016.
Autres biens mobiliers	↘	9 364 €	6 232 €	Réparations matériels service technique, électroménagers des salles, matériel informatique, etc.
Autres fournitures non stockées	↘	10 578 €	8 322 €	Plantations et fleurissements.

- Les **frais de personnel** s'analysent en prenant en compte les deux lignes ci-dessous. La première ligne équivaut aux dépenses et la deuxième ligne aux recettes : Remboursement d'assurance pour maladie et participation de l'État pour les contrats aidés.

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Variation 2016-2017
Personnel (012)	1230	1221	1297	1331	1377	1438	1455	1426	-2%
Atténuation de charges (013)	80	70	81	148	133	157	129	94	-27,46 %
Delta (Dépense de personnel -recettes)	1150	1151	1216	1183	1244	1281	1326	1332	+0,49%

Ci-dessous les éléments qui ont impacté les dépenses de personnel en 2017 :

- Le transfert d'un agent de restauration Bassin de Pompey,
- La mise en œuvre du Protocole sur les Parcours, les Carrières et les Rémunérations (PPCR) pour les trois catégories d'agents (C, B et A),
- La revalorisation du point d'indice de la fonction publique intervenue au 1er février 2017 (+0,6 %).
- Diminution des contrats aidés. Au 1er janvier 2017, 7 agents étaient sous contrat-avenir et au 1er janvier 2018, restent 3 agents en contrat avenir.

Les contrats avenir représentaient 73 mois de travail en 2016 et 61 mois en 2017.

- **Les frais de gestion courante** ont diminué de 1.05%, soit 3 218 €. Le détail des dépenses 2016 et 2017 est le suivant :

Dépenses	2016	2017
Service incendie	**95 617 €**	**96 430 €**
Indemnités et cotisations élus	**99 512 €**	**98 748 €**
Subventions aux associations	**81 485 €**	**77 715 €**
Participation CCAS	**30 000 €**	**30 502 €**

- **La commune n'a plus de charges financières** (intérêt des emprunts) car les deux emprunts restant en cours ont été contractés à taux 0 :
  - Travaux Salle Lambing : Emprunt de 130 344 € contracté en 2000 sur 20 ans.
  - Construction de la cantine Saint-Nicolas : Emprunt de 83 715 € contracté en 2010 sur 20 ans également.

- **Les charges exceptionnelles et atténuations de produits** ont augmenté de 9.31% suite au transfert de la compétence restauration au 1er janvier 2017.

Pour rappel - Extrait du DOB 2017 :

*La ligne **charges exceptionnelles et atténuation de produits** intègre les transferts de compétences. Pour rappel, avant le transfert des compétences voirie et police, nous percevions 56 200 € d'allocations de compensation. Le transfert de ces compétences était estimé à 4 points d'imposition sur le foncier bâti et à une perte d'allocation de compensation de 64 205 €.*
56 200 € - 64 205 € = - 8 005€.
Le transfert de la compétence restauration représente une charge nette de 99 580 €.
- 8005 € - 99 580 € = -107 585 €
A ce montant s'ajoute le versement du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) d'un montant de 39 703 €.
-107 585 € - 39 703 € = -147 288 €

Le montant prévisionnel était donc estimé à 147 288 €. Cependant, en mai 2017, nous avons été informé d'une diminution du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) que l'on verse à l'État. En 2017, celui-ci s'est élevé en 2017 à 22 411 €, soit une diminution de 17 292 €.
147 288 € -17 292 € = 129 996 €

Les excédents de fonctionnement (en K€)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Excédent de fonctionnement hors résultats exceptionnels	207	309	531	421	387	65	234	270
Excédent de fonctionnement de l'année	223	338	541	417	380	367	148	176

Les dépenses d'investissement en 2017 (en K€)

Dépenses d'investissement		
	2016	**2017**
Opération de transfert entre section	31	1
Dotations, fonds divers et réserves	0	17
Subventions d'investissement	0	21
Remboursement d'emprunts	11	11
Immobilisations incorporelles	30	0
Immobilisations corporelles	187	59
Immobilisations en cours (travaux)	222	245
Total	**481**	**354**

Les dépenses **« Opération de transfert entre section »** sont des opérations d'ordre (non réelles) et correspondent pour 2017 à l'amortissement d'une subvention (685 €) versée par le Conseil Départemental en 2008 pour l'achat du camion de déneigement.

La ligne **"Dotations, fonds divers et réserves"** correspond au reversement de la moitié de la taxe d'aménagement (17 047 €) au Bassin de Pompey perçue en 2016 par la commune.

La ligne **"Subventions d'investissement"** correspond au reversement d'une subvention du Conseil Départemental constatée deux fois par la Perception. Cette subvention nous avait été versée pour la construction de l'espace Jacques-Barth.

La ligne " Remboursement d'emprunts " correspond au remboursement du capital emprunté pour les travaux de la salle Lambing en 2000 et pour la construction de la cantine Saint-Nicolas réalisée en 2010.

Les **immobilisations incorporelles** s'élèvent à 67.20 € et correspond à l'achat d'un nouvel antivirus pour le serveur informatique de la Mairie.

Les principaux postes des **dépenses corporelles** sont les suivants :

Objet	Montant
Renouvellement des jeux (Aires de jeux Pâquerettes et Saint-Nicolas)	**14 023**
Fourniture et installation du copieur couleur / fax à l'accueil de la Mairie	**8 508**
Containers pour stocker le matériel scolaire et du Comité des Fêtes	**6 918**
Auto laveuse pour l'école René Thibault	**4 453**
Remplacement de la chaudière de la salle Guingot	**2 947**

Matériel pour décoration de Noël	**2 571**
Tablettes pour pointer la présence des enfants à la cantine et à l'accueil périscolaire	**2 235**
Frais liés au rachat des terrains des Tahons auprès de l'EPFL	**1 570**
Riveteuse spéciale aire de jeux	**1 419**

Les **immobilisations en cours** de l'année 2017 sont les suivantes :

Objet	Montant
Enfouissement des réseaux et aménagement Rue Alsace-Lorraine	**132 843 €**
Restauration des peintures murales de l'église Saint-Martin	**55 314 €**
Changement des portes de l'école René Thibault	**17 397 €**
Travaux de mise en accessibilité de la salle Lambing et de la bibliothèque	**14 094 €**
Frais d'étude pour la construction d'un bâtiment destiné au service périscolaire	**9 860 €**
Frais d'étude pour la mise en accessibilité des 3 écoles	**8 835 €**
Rénovation des façades de la salle Lambing (solde)	**6 947 €**

La situation financière

ANALYSE FINANCIERE		CA 11	CA 12	CA 13	CA 14	CA 15	CA 16	CA 17
Recettes courantes de fonct[t]		2720	2892	2893	2853	3192	2817	2730
Charges de gestion courante		2281	2249	2356	2346	2459	2413	2325
EPARGNE DE GESTION		**439**	**643**	**537**	**507**	**734**	**404**	**405**
	Variation n/n-1	32%	47%	-16%	-6%	45%	-45%	0%
Charges financières		5	4	3	2	0	0	0
	Variation n/n-1	-24%	-17%	-29%	-45%	-79%	-100%	
Produits exceptionnels		34	14	14	10	327	34	37
Charges exceptionnelles		5	4	17	17	25	119	131
RESULTAT EXCEPTIONNEL		**29**	**10**	**-4**	**-7**	**302**	**-85**	**-94**
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT		2754	2906	2906	2863	3519	2851	2766
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT		2291	2257	2376	2364	2484	2532	2456
EPARGNE BRUTE		**463**	**648**	**530**	**499**	**1035**	**318**	**311**
	Variation n/n-1	35%	40%	-18%	-6%	107%	-69%	-2%
Emprunts remboursés (en capital)		37	37	38	40	20	11	11
EPARGNE NETTE (disponible)		**426**	**611**	**492**	**459**	**1015**	**307**	**300**
	Variation n/n-1	39%	43%	-20%	-7%	121%	-70%	-2%
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT		243	242	282	353	519	206	110
CAPACITE DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS A		**669**	**853**	**773**	**812**	**1534**	**513**	**410**
	Variation n/n-1	-19%	27%	-9%	5%	89%	-67%	-20%
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT B		379	733	1000	845	916	471	343
	Variation n/n-1	-14%	93%	36%	-15%	8%	-49%	-27%
BESOIN DE FINANCEMENT C=B-A		**-290**	**-119**	**227**	**34**	**-617**	**-42**	**-67**
NOUVEAUX EMPRUNTS D		0	0	0	0	0	0	0
Variation du fonds de roulement =D-C=résultat de l'exercice		290	119	-227	-34	617	42	67
Reprise des résultats antérieurs		1340	1631	1750	1523	1490	2107	2149
Résultat brut de l'année (ou fonds de roulement final)		**1631**	**1750**	**1523**	**1490**	**2107**	**2149**	**2216**

L'épargne de gestion, à savoir la différence entre les recettes réelles et courantes de fonctionnement et les dépenses réelles et courantes de fonctionnement hors intérêts de la dette, se monte à 405 000 €. En moyenne, sur les 7 dernières années, l'épargne de gestion se monte à 524 000 €. On appelle aussi l'épargne de gestion "capacité courante de financement" avant remboursement de la dette.

Les charges financières sont inexistantes en 2017.

Le résultat exceptionnel s'élève à -94 000 € du fait que les allocations de compensation du Bassin sont devenues négatives en raison des transferts de compétences. Il en découle que l'épargne brute* (ou autofinancement brut ou encore capacité d'autofinancement) se monte à 311 000 € avec une moyenne depuis 2011 égale à 543 000 €.

*Il s'agit de retirer de l'épargne de gestion les intérêts de la dette et d'ajouter ou de retirer le résultat exceptionnel.

En retirant de l'épargne brute le remboursement des emprunts en capital, on obtient l'épargne nette ou autofinancement disponible. Cet indicateur représente le montant à disposition de la collectivité pour investir, une fois les annuités de la dette payées. En 2017, l'épargne nette se monte à 300 000 € avec une moyenne depuis 2011 égale à 516 000 €.

o *L'endettement*

Nous sommes toujours très peu endettés sur le budget principal. Aucun emprunt n'a été réalisé en 2017. L'encours de la dette (c'est-à-dire le capital restant à rembourser) se monte à 63 220 € au 1er janvier 2018, soit moins de 15.09 euros par habitant.

Les emprunts restant au nombre de deux sont les suivants :

- 130.344 euros empruntés en 1999 pour la rénovation de la salle Lambing (à taux zéro).

Capital restant dû 12 985 € - soit 2 années.

- 83.715 euros empruntés à la CAF en 2010 pour création de la cantine (à taux zéro)

Capital restant dû 50 235 € - soit 12 années.

Enfin, le ratio [dépenses de fonctionnement + remboursement en capital de la dette] / recettes réelles de fonctionnement, doit impérativement être inférieur à 1. Dans le cas contraire, c'est que la collectivité est obligée de puiser dans ses ressources propres d'investissement pour rembourser le capital de la dette.
Le ratio pour la commune de Bouxières-aux-Dames est, en 2017, égal à 0,94.

(Dépenses de fonctionnement + Amortissement de la dette) ÷ Recettes réelles de fonctionnement	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
	0,93	0,89	0,83	0,87	0,88	0,90	0.95	0.94

Le résultat final

Le résultat comptable final, appelé "fonds de roulement", tient compte des résultats de l'année et des reports des résultats des années passées (voir tableau d'analyse financière de la page précédente).
En partant de l'épargne nette, on ajoute les recettes réelles d'investissement, pour obtenir la capacité de financement des investissements. En 2017, elle s'est montée à 410 000 €.

La commune ayant réalisée plus de 343 000 € de dépenses réelles d'investissement, on obtient en 2017 un besoin de financement positif de 67 000 €.

Ces 67 000 € constituent le résultat de l'exercice, hors reprise des résultats antérieurs.
Une fois la reprise des résultats antérieurs effectuée, le résultat final se monte à 2 216 000 €.

Les Orientations et le contexte budgétaire 2018

- La fiscalité directe

  La mise en œuvre de la réforme de la taxe d'habitation souhaitée par le Gouvernement, verra certains contribuables (environ 80 % des assujettis) être exonérés de 30 % du montant de leur imposition (puis 65 % en 2019, et enfin 100 % en 2020).

  Pour la collectivité, cette réforme se traduira, au titre de l'année 2018, par une compensation de l'Etat qui interviendra sous forme de dégrèvement, et qui devrait garantir une compensation intégrale de cette recette.

  Par ailleurs, et d'après les informations issues du PLF 2018, la revalorisation annuelle des bases d'imposition devrait être fixée à 0,8 % en 2018, contre 0,4 % en 2017, ce qui devrait accroître très légèrement le dynamisme des recettes perçues.

- Les dépenses de personnel :

  - Fin du dispositif des contrats avenir. De nouvelles mesures en attente.
  - Reprise de la participation employeur de la mutuelle des agents dans les dépenses de personnel (auparavant, elle prenait la forme d'une subvention versée au Comité des Œuvres sociales)
  - Modifications des cotisations :
    - Le dispositif de compensation de la hausse de la CSG (+1.7%) applicable en à partir de mars 2018 prévoit, par la loi, la suppression de la contribution de solidarité exceptionnelle (CES) ainsi que la création, par décret, d'une indemnité compensatrice en faveur de tous les agents, calculée sur la base de la rémunération perçue durant l'année 2017 (en contrepartie de son versement, les employeurs publics locaux bénéficieront d'une compensation prenant la forme d'une baisse du taux des cotisations « employeur maladie », qui passera de 11,5 % à 9,9 %).
    - Cotisation retraite pour les agents titulaires : + 0.27%
    - Garantie maintien de salaire : +10%
    - Les charges patronales ASSEDIC diminuent, de 6.45% à 5%
    - Augmentation du SMIC, de 9.76 € à 9.88 €
  - Le point d'indice de la fonction publique sera « gelé » en 2018,
  - L'application des mesures liées au PPCR pour l'année 2018 est reportée à 2019,

- L'évolution du service jeunesse :

  Le retour de la semaine à 4 jours aura forcément des incidences sur l'organisation du service avec un impact probable sur le volume annuel d'heures effectuées par les agents. L'estimation des effectifs nécessaires au fonctionnement du service n'est pas encore connue et sera fonction du nombre d'enfants inscrits au service périscolaire et aux mercredis récréatifs. Le retour de la semaine à 4 jours mettra fin au versement du fonds de soutien au développement des activités périscolaire. Nous percevrons cependant en 2018 ce fonds correspondant à l'année scolaire 2017-2018.

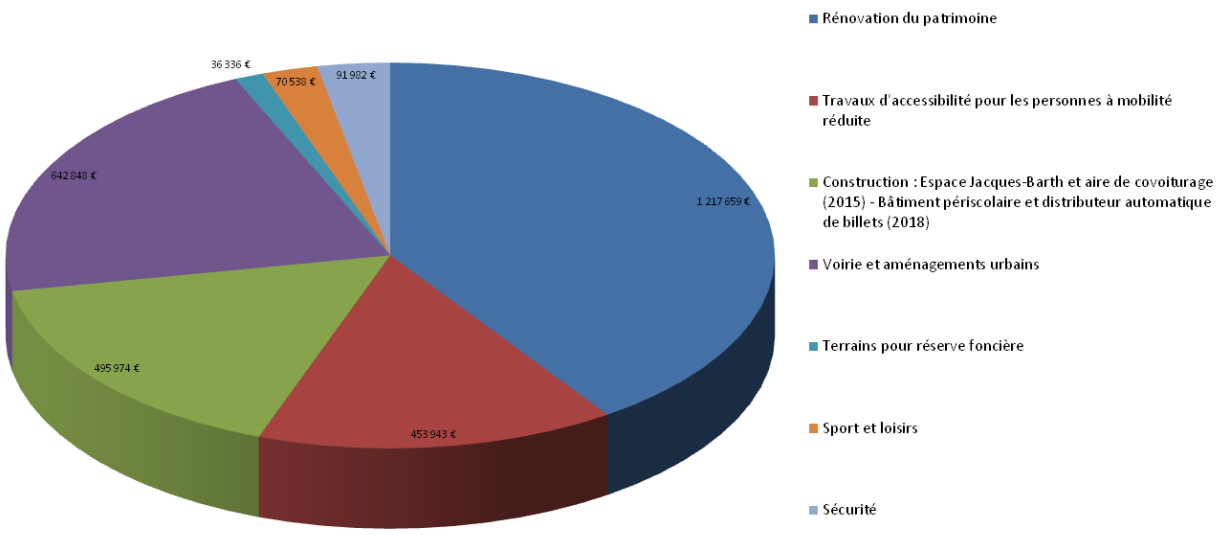
Les investissements 2015-2021 présentés par opération :

Travaux			2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Années suivantes	TOTAL 2015/2021
Espace Jacques-Barth, parking et aire de covoiturage	Salles communales	Solde Espace Jacques-Barth	83 523 €								**83 523 €**
		Solde aire de Covoiturage	927 €								**927 €**
		Parking haut Espace Jacques-Barth	35 024 €								**35 024 €**
Rénovation du patrimoine		Rénovation de la salle Guingot		8 384 €				491 616 €			**500 000 €**
		Rénovation de la façade de la salle Lambing		19 692 €	6 947 €						**26 639 €**
	Divers	Chaufferie et chauffage ASLB		18 766 €							**18 766 €**
		Reprise du mur rue des Trois Frères Lièvre + Revêtement de surface et garde-corps			30 583 €	**34 000 €**					**64 583 €**
		Mise en conformité électrique bâtiments	39 669 €			**2 500 €**					**42 169 €**
	Eglise	Remise en état du clocher + mise au norme électrique	4 482 €								**4 482 €**
		Etude et travaux de restauration des peintures murales de l'église	3 254 €		55 315 €						**58 569 €**
		Rénovation du mur Saint Martin, reprise de surface et création d'une allée en pavés au cimetière				**26 280 €**					**26 280 €**
		Réfection de la toiture de l'église				**4 300 €**					**4 300 €**
	La Poste	Changement des fenêtres de la Poste + ex logement	42 113 €								**42 113 €**
	Service technique	Toiture hangar				**11 500 €**					**11 500 €**
	Foyer rural	Toiture du Foyer rural et centre technique	48 943 €								**48 943 €**
		Faux plafond du Foyer Rural et volets roulants– salle Majorelle	14 125 €								**14 125 €**
		Rénovation de la façade du Foyer Rural	39 240 €								**39 240 €**
		Rénovation du sol de l'espace Majorelle au Foyer Rural	9 403 €								**9 403 €**
		Finition et mise en peinture du dojo et de la salle Majorelle	2 346 €								**2 346 €**
	Écoles	Réfection de la toiture terrasse de l'école Guerquin	93 358 €								**93 358 €**
		Réfection de la toiture de l'école René Thibault		17 484 €							**17 484 €**
		Reprise toiture école René Thibault				**1 000 €**					**1 000 €**
		Rénovation salle de classe René Thibault			17 890 €	**12 000 €**					**29 890 €**
		Aménagement des soubassements de l'école René Thibault				**106 000 €**					**106 000 €**
		Rénovation des façades de l'école Guerquin				**3 500 €**					**3 500 €**
		Changement des portes d'accès des écoles		24 372 €	17 397 €	**11 200 €**					**52 969 €**
Travaux d'accessibilité		Etude et travaux pour PMR école primaire R. Thibault (Portail en 2016)		7 735 €	2 514 €		106 410 €				**116 659 €**
		Etude et travaux pour PMR école Kierren			2 856 €		102 434 €				**105 290 €**
		Etude et travaux pour PMR école Les enfants Guerquin			3 464 €	**170 000 €**					**173 464 €**
	Salle communale	Travaux pour Personnes à Mobilité réduites (PMR) – Salle Lambing + parking		51 756 €							**51 756 €**
	Bibliothèque	Travaux pour PMR Bibliothèque		6 774 €							**6 774 €**
Construction		Bâtiment périscolaire				**332 500 €**					**332 500 €**
		Distributeur automatique de billets				**44 000 €**					**44 000 €**
Terrains pour réserve foncière		Achat terrain Tahons		34 766 €	1 570 €						**36 336 €**
Voirie et aménagements urbains		Aménagement rue Alsace Lorraine - parkings et enfouissement des réseaux		54 230 €	132 843 €						**187 073 €**
		Aménagement de la place Clémenceau et enfouissement de réseaux				**90 700 €**					**90 700 €**
		Réfection enrobée rue de Merrey				**20 000 €**					**20 000 €**
		Réfection enrobée impasse du Téméraire				**4 000 €**					**4 000 €**
		Étude d'aménagement et étude de sol – Site des Nevaux (SPL)		33 527 €							**33 527 €**
		Aménagement - Site des Nevaux					150 000 €				**150 000 €**
		Aménagement de parking et enrobé devant les garages	5 602 €	8 621 €	720 €		10 000 €	10 000 €			**34 943 €**
		Première phase parking entrée Champignelles				**3 000 €**					**3 000 €**
		Première phase parking Salle Guingot				**2 500 €**					**2 500 €**
		Parking et voirie : Rue des près / Rue de la Meurthe - Achat et travaux				**25 000 €**					**25 000 €**
		Achat terrain rue de la Cheneau et aménagement				**30 000 €**					**30 000 €**
		Signalisation et plaques de rues	4 357 €	0 €	0 €	**2 000 €**	2 000 €	2 000 €	2 000 €		**12 357 €**
		Aménagement des cheminements piétonniers inter quartiers				**4 000 €**	4 000 €	4 000 €	4 000 €		**16 000 €**
		Plantation ONF		5 748 €							**5 748 €**
		Etude d'aménagement de la zone des Pâquis				**28 000 €**					**28 000 €**
		Etude du centre bourg								x	**0 €**
Sport et loisirs		Arrosage automatique		39 174 €							**39 174 €**
		Projecteurs terrain de foot (2016) et pétanque (2018)		6 241 €		**1 100 €**					**7 341 €**
		Equipement sportif "bien être"				**10 000 €**					**10 000 €**
		Remplacement et complément des jeux extérieurs			14 023 €						**14 023 €**
Sécurité		Panneaux sécurité "Participation citoyenne"				**1 000 €**					**1 000 €**
		Vidéo Urbaine	70 318 €	2 736 €		**17 928 €**					**90 982 €**
		TOTAL	**496 684 €**	**340 006 €**	**286 122 €**	**998 008 €**	**374 844 €**	**507 616 €**	**6 000 €**	**-**	**3 009 280 €**

La quasi-totalité de ces travaux s'inscrit dans la section « dépenses d'investissement » dans les chapitres budgétaires « immobilisations en cours » ou « immobilisations corporelles ». Les dépenses de travaux réalisés en régie se répartissent dans les charges à caractère général en section de fonctionnement.

Les investissements 2015-2021 présentés par catégorie :

Catégorie de travaux	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Rénovation du patrimoine	296 933 €	88 698 €	128 132 €	212 280 €	0 €	491 616 €	0 €	**1 217 659 €**
Travaux d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite	0 €	66 265 €	8 834 €	170 000 €	208 844 €	0 €	0 €	**453 943 €**
Construction : Espace Jacques-Barth et aire de covoiturage (2015) - Bâtiment périscolaire et distributeur automatique de billets (2018)	119 474 €	0 €	0 €	376 500 €	0 €	0 €	0 €	**495 974 €**
Voirie et aménagements urbains	9 959 €	102 126 €	133 563 €	209 200 €	166 000 €	16 000 €	6 000 €	**642 848 €**
Terrains pour réserve foncière	0 €	34 766 €	1 570 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**36 336 €**
Sport et loisirs	0 €	45 415 €	14 023 €	11 100 €	0 €	0 €	0 €	**70 538 €**
Sécurité	70 318 €	2 736 €	0 €	18 928 €	0 €	0 €	0 €	**91 982 €**
TOTAL	**496 684 €**	**340 006 €**	**286 122 €**	**998 008 €**	**374 844 €**	**507 616 €**	**6 000 €**	**3 009 280 €**



L'eau potable

Les dépenses 2017 sont les suivantes :

- Charge à caractère général : 11 907 € :
  - Assistance à maîtrise d'ouvrage (IRH) pour le renouvellement de la Délégation de Service Public de l'eau : 9 231.60 €
  - Annonce légale pour l'attribution de la nouvelle concession : 756 €
  - Assistance pour le suivi de la nouvelle concession : 1920 €
- Contribution aux charges du syndicat SEA du Bassin de Pompey & de l'Obrion-Moselle : 17 897.88 €
- Immobilisations en cours : 4 700.23 € :
  - 2 074.95 € : Remplacement d'un branchement d'alimentation en eau potable, Avenue Foch,
  - 2 625.38 € : Remplacement d'un branchement d'alimentation en eau potable, rue de Jéricho,

L'endettement

L'encours de la dette sur le budget eau se monte à 95 364 euros au 1er janvier 2018.

Deux emprunts sont en cours sur le budget eau :

- 100.000 euros empruntés en 2002 pour des travaux rue du Téméraire (taux variable actuellement à 3,19 %). Durée restante : 180 mois – Capital restant dû : 61 645 €
- 95.000 euros empruntés en 2006 pour des travaux de branchements (taux : 3,62 %). Durée restante : 36 mois - Capital restant dû : 23 326 €

L'assainissement

Les dépenses 2017 sont les suivantes :

- Charge à caractère général : 64 755.20 €
  - Entretien du réseau pluvial : 52 795.08 € :
  - Assistance à maîtrise d'ouvrage (IRH) pour le renouvellement de la Délégation de Service Public de l'eau : 6 351.60 € :
  - Annonce légale pour l'attribution de la nouvelle concession : 432 €
  - Assistance pour le suivi de la nouvelle concession : 1 920 €
  - Passage caméra, Place Clémenceau : 1 398 €
  - Analyse des boues de la station d'épuration : 222 €
  - Taxe annuelle sur les ouvrages hydrauliques : 1 636.52 €

L'endettement

L'endettement du budget assainissement repose sur un emprunt de 190 000 € contracté en 2009 pour des travaux d'assainissement (taux : 4,93 %).

- Le capital restant dû au 1er janvier 2018 est de 99 654 €
- Durée restante : 120 mois.

ANNEXE 1 : LA PROSPECTIVE DU BUDGET PRINCIPAL

Section de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
Charges à caractère général (011)	668	719	651	596	731	608	614	620	+ 1% chaque année avec 130 000 € de travaux en régie 2018
Personnel (012)	1377	1438	1455	1426	1462	1498	1536	1574	+ 2,5% par an
Charges de gestion courante (chapitre 65)	301	302	307	303	306	309	313	316	+ 1% par an
Charges financières	2	0	0	0	0	0	0	0	Intérêt des emprunts
Dotations /amortissements	119	668	170	135	140	140	140	140	Opérations comptables d'ordre non réelles
Ch. exceptionnelles et atténuation de produits	17	25	119	131	131	131	131	131	FPIC et Allocation de compensation du Bassin
Total	**2483**	**3152**	**2702**	**2590**	**2770**	**2686**	**2733**	**2781**	
Variation	-0,27%	26,97%	-14,28%	-4,14%	6,95%	-3,03%	1,74%		

Recettes de fonctionnement

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
Atténuation de charges (013)	133	157	129	94	50	50	50	50	Aides de l'État pour emplois aidés + assurance du personnel
Produits des services (70)	192	198	243	273	276	279	282	285	+ 1% par an
Impôts et taxes	1530	1583	1477	1499	1494	1509	1524	1539	+1% annuel Moins 20 000 € pénalité SRU
Dotations et participations (DGF, Fonds de péréquation, etc.) (74)	953	901	876	804	812	820	828	836	+ 1% d'augmentation annuelle
Autres produits de gestion (75)	45	50	60	59	60	60	60	60	Régie de recette, loyer, etc.
Produits exceptionnels (77)et (76), reprises sur provisions (78)	10	327	34	37	10	10	10	10	
Transf. ch.,diff. réalisat° (776), travx en régie (722)=chap 042	1	303	31	1	130	15	15	15	Opération comptables d'ordre non réelles (2018 : travaux en régie)
Total	**2863**	**3519**	**2851**	**2766**	**2832**	**2743**	**2769**	**2795**	
	-1,49%	22,92%	-19,00%	-2,95%	2,36%	-3,15%	0,95%	0,95%	
Excédent de fonctt hors résultats exceptionnels	387	65	234	270	182	177	156	135	
Excédent de fonctionnement de l'année	380	367	148	176	62	56	36	14	
Variation	-8,76%	-3,53%	-59,54%	18,64%	-65,04%	-8,61%	-36,54%	-59,74%	
Excédents antérieurs de fonct reportés	2163	1904	1857	2005	2181	1393	1449	1085	
Virement théorique en investissement	639	414	0	0	850		400		
Solde (virement déduit)	**1904**	**1857**	**2005**	**2181**	**1393**	**1449**	**1085**	**1099**	

Section d'investissement

Dépenses d'investissement

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
Divers	1	20	0	38	0	150	0	0	2019 : Nevaux (150000€)
Immo en cours (chap 040 et 041)	38	337	31	1	130	15	15	15	Opération comptables d'ordre non réelles (2018 : travaux en régie)
Remboursement d'emprunts	40	20	11	11	11	11	4	4	
Immobilisations incorporelles (sauf subv° pers. de dt privé)	13	3	30	0	10	10	10	10	
immobilisations corporelles	72	96	187	59	110	90	90	90	
Immo en cours (travaux)	721	461	222	245	805	218	491	70	
Total	**886**	**936**	**481**	**354**	**1066**	**494**	**610**	**189**	
Variation	-15%	6%	-49%	-26%	201%	-54%	24%		

Recettes d'investissement

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dotations et fds divers (10) sauf 1068	216	170	148	67	59	156	59	103
dont FCTVA	146	122	100	61	49	146	49	93
dont Taxe locale d'équipement / Taxe d'aménagement	70	48	48	6	10	10	10	10
Subv° d'investissement (13)	100	314	58	43	156	154	0	62
dont subvention du Conseil départemental	11	123			18			
dont DETR et fonds de soutien à l'investissement public local	9	83	37	19	90	154		62
dont subvention RTE + non réalisation stationnement	14							
dont fonds de concours CCBP				20				
dont remboursement de la CCBP sur voirie								
dont autres subventions (rés. Parl, région, FEDER, etc)	66	107	21	4	48			
Amortissements des immobilisations 040	119	668	170	135	140	140	140	140
Autres recettes 041	38	35	0	0	0	0	0	0
Excédent de fonctionnement capitalisé (c/ 1068)								
Total	**472**	**1187**	**375**	**245**	**355**	**451**	**199**	**305**
Variation	19,40%	151,50%	-68,37%	-34,85%	45,00%	27,14%	-55,80%	53,03%
Solde d'investissement de l'année (- si besoin ; + si excédent)	-414	251	-106	-109	-711	-43	-411	116
Virement de la section de fonctionnement	639	414	0	0	850	0	400	0
Solde d'exécution d'investissement reporté (+ si excédent ; - si déficit))	-640	-414	250	144	35	174	131	120
Excédent (+) ou déficit (-) d'investissement après virement	**-414**	**250**	**144**	**35**	**174**	**131**	**120**	**236**

ANNEXE 2 : L'ANALYSE FINANCIERE DU BUDGET PRINCIPAL

ANALYSE FINANCIERE	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
Recettes courantes de fonct[1]	2853	3192	2817	2730	2822	2733	2759	2785	
Charges de gestion courante	2346	2459	2413	2325	2500	2416	2463	2510	
EPARGNE DE GESTION	**507**	**734**	**404**	**405**	**322**	**317**	**296**	**275**	
Variation n/n-1	-6%	45%	-45%	0%	-20%	*-2%*	*-6%*	*-7%*	
Charges financières	2	0	0	0	0	0	0	0	
Variation n/n-1	-45%	-79%	-100%						
Produits exceptionnels	10	327	34	37	10	10	10	10	
Charges exceptionnelles	17	25	119	131	131	131	131	131	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-7**	**302**	**-85**	**-94**	**-121**	**-121**	**-121**	**-121**	
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2863	3519	2851	2766	2832	2743	2769	2795	
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2364	2484	2532	2456	2630	2546	2593	2641	
EPARGNE BRUTE	**499**	**1035**	**318**	**311**	**202**	**196**	**176**	**154**	
Variation n/n-1	-6%	107%	-69%	-2%	-35%	*-3%*	*-10%*	*-12%*	
Emprunts remboursés (en capital)	40	20	11	11	11	11	4	4	
EPARGNE NETTE (disponible)	**459**	**1015**	**307**	**300**	**191**	**186**	**172**	**150**	Tient compte des annuités d'emprunts
Variation n/n-1	-7%	121%	-70%	-2%	-36%	*-3%*	*-7%*	*-12%*	
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	353	519	206	110	215	311	59	165	
CAPACITE DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS A	**812**	**1534**	**513**	**410**	**405**	**496**	**231**	**315**	
Variation n/n-1	5%	89%	-67%	-20%	-1%	*22%*	*-53%*	*37%*	
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT B	845	916	471	343	1055	483	606	185	
Variation n/n-1	-15%	8%	-49%	-27%	207%	*-54%*	*25%*	*-69%*	
BESOIN DE FINANCEMENT C=B-A	**34**	**-617**	**-42**	**-67**	**650**	**-13**	**375**	**-130**	
NOUVEAUX EMPRUNTS D	0	0	0	0	0	0	0	0	
Variation du fonds de roulement =D-C=résultat de l'exercice	-34	617	42	67	-650	13	-375	130	
Reprise des résultats antérieurs	1523	1490	2107	2149	2216	1567	1580	1205	
Résultat brut de l'année (ou fonds de roulement final)	**1490**	**2107**	**2149**	**2216**	**1567**	**1580**	**1205**	**1335**	
Différence n n-1	-34	617	42	67	-650	13	-375	130	

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Capacité de financement	96%	167%	109%	119%	38%	103%	38%	170%
Emprunts	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Fonds de roulement	4%	-67%	-9%	-19%	62%	-3%	62%	-70%
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
En cours de la dette en capital	119	78	59	48	37	27	16	12

Ratios d'endettement	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement	4%	2%	2%	2%	1%	1%	1%	0%	
Capacité de désendettement=Encours de la dette / épargne brute (ans)	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	doit être < 12 ans
Annuité de la dette / épargne de gestion	8%	3%	3%	3%	3%	3%	1%	1%	doit être < 80 %
Annuité de la dette / recettes de fonctionnement	1%	1%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	
Encours de la dette / habitant	29 €	19 €	14 €	12 €	9 €	6 €	4 €	3 €	
Epargne nette / recettes réelles de fonctionnement	16%	29%	11%	11%	7%	7%	6%	5%	
Annuité de la dette / recettes réelles de fonctionnement hors produits exceptionnels	1,5%	0,6%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,1%	0,1%	
Intérêts de la dette / dépenses réelles de fonctionnement	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	

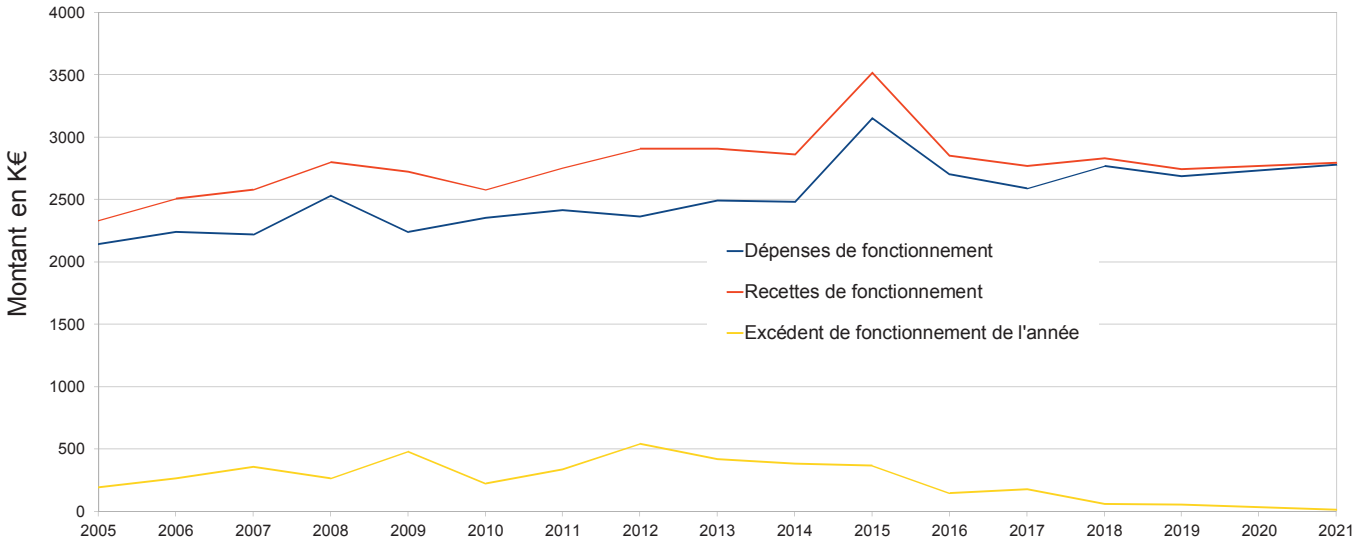
Ratios relatifs à la capacité d'épargne	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Epargne brute/recettes réelles de fonctionnement	17,4%	29,4%	11,2%	11,2%	7,1%	7,2%	6,3%	5,5%
Epargne nettes/recettes réelles de fonctionnement	16,0%	28,8%	10,8%	10,8%	6,7%	6,8%	6,2%	5,4%

Rigidité des charges de structure	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Frais de personnel / recettes réelles de fonctionnement	48%	41%	51%	52%	52%	55%	55%	56%
Frais de personnel / frais de fontionnement	55%	46%	54%	55%	53%	56%	56%	57%
frais de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	58%	58%	57%	58%	56%	59%	59%	60%
Charge de personnel - atténuation de charges	1244	1281	1326	1332	1412	1448	1486	1524
	5,1%	2,9%	3,5%	0,5%	6,0%	2,6%	2,6%	2,6%

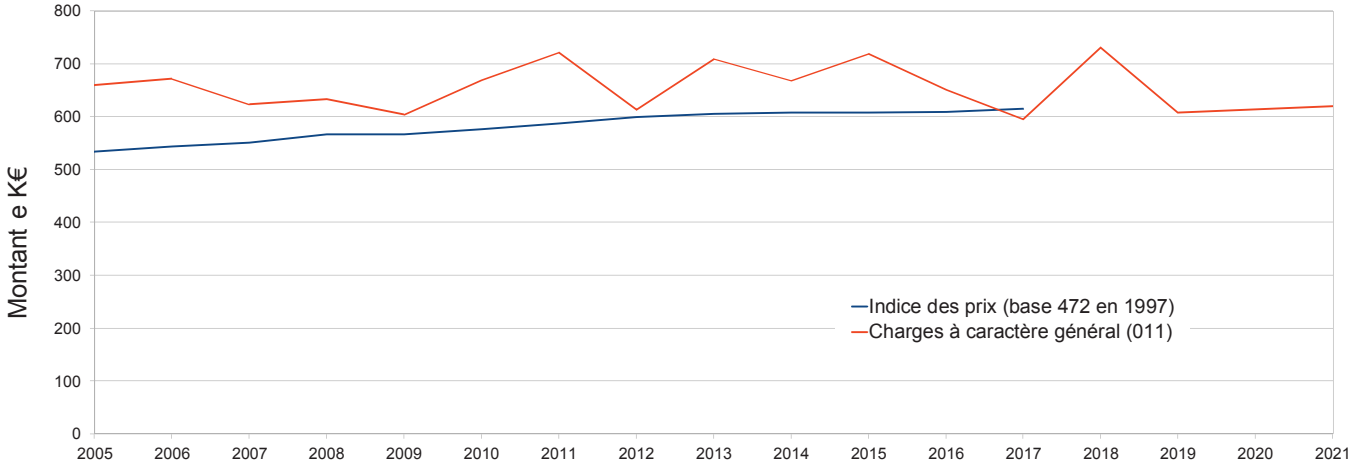
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
(dép de fonct+amortiss dette)/recettes réelles de fonctiont.	0,88	0,90	0,95	0,94	0,98	0,98	0,99	1,00	Doit être inférieur à 1

ANNEXE 3 : GRAPHIQUES / RETROSPECTIVE ET PROSPECTIVE SUR LE BUDGET PRINCIPAL

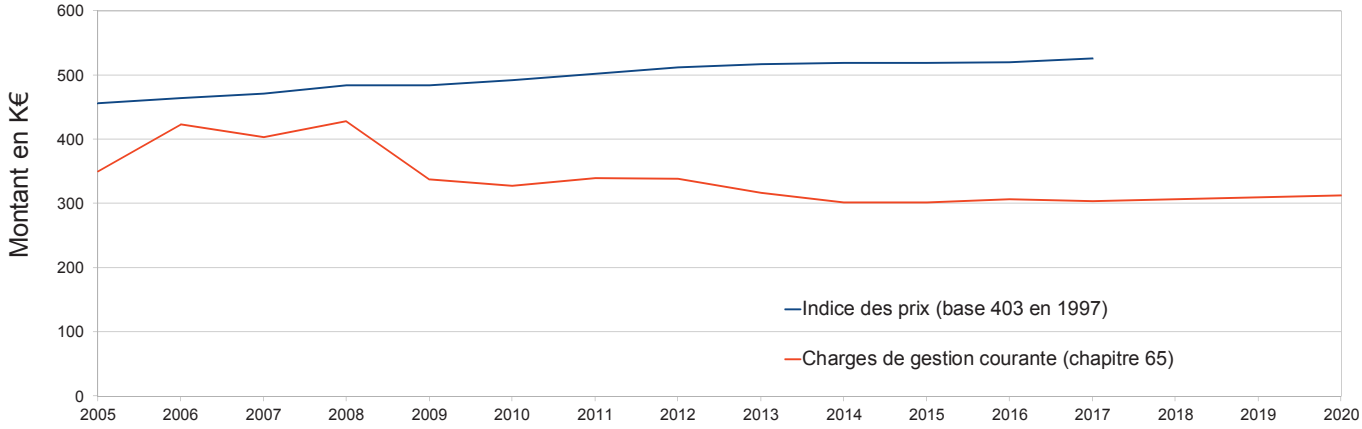
Recettes et dépenses de fonctionnement



Evolution des charges à caractère générale

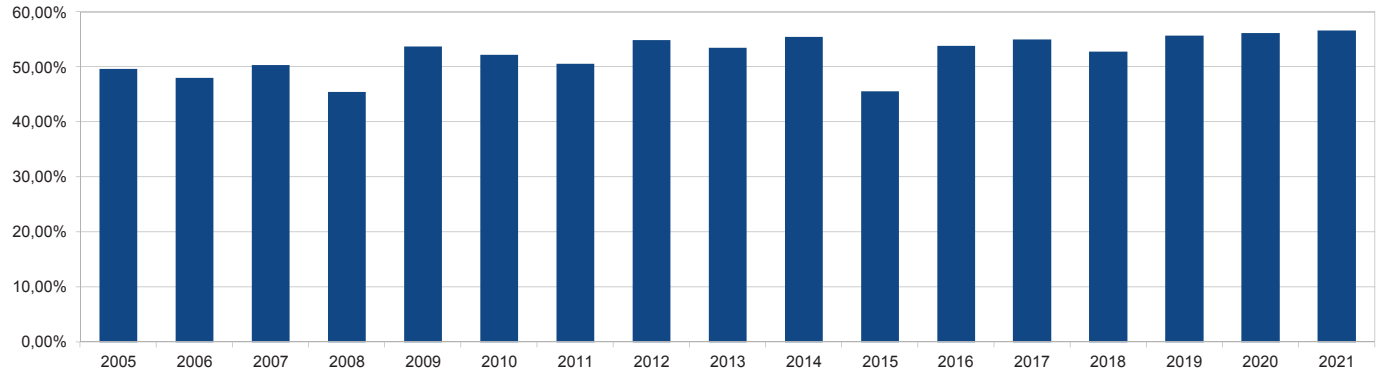


Evolution des charges de gestion courante

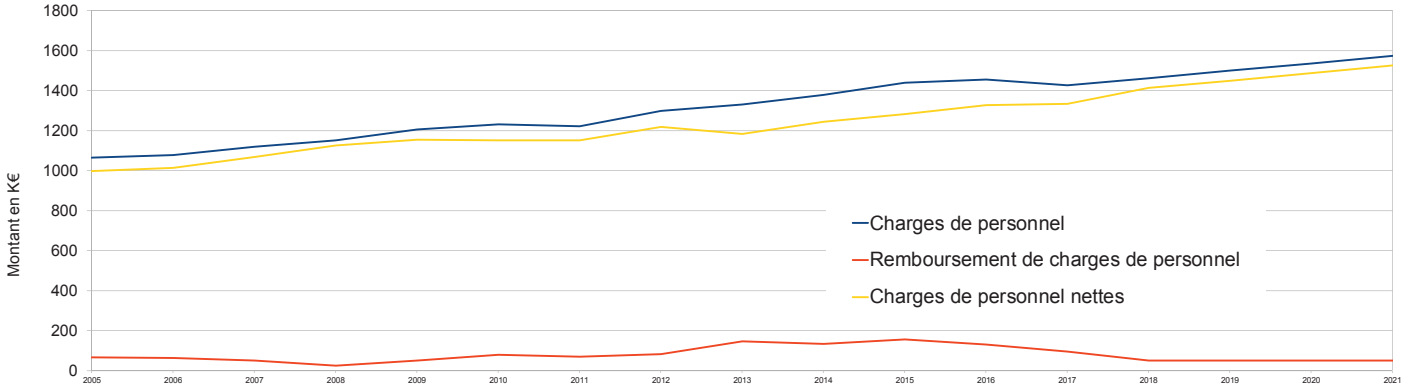


ANNEXE 3 : GRAPHIQUES / RETROSPECTIVE ET PROSPECTIVE SUR LE BUDGET PRINCIPAL

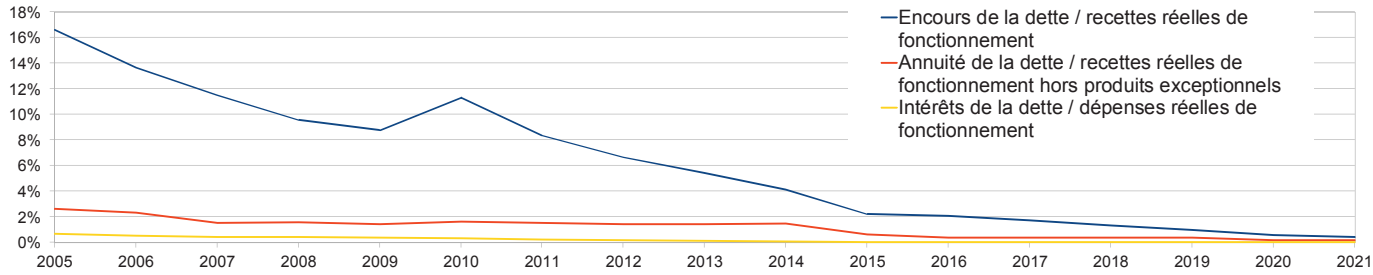
Dépenses de personnel / Frais de fonctionnement



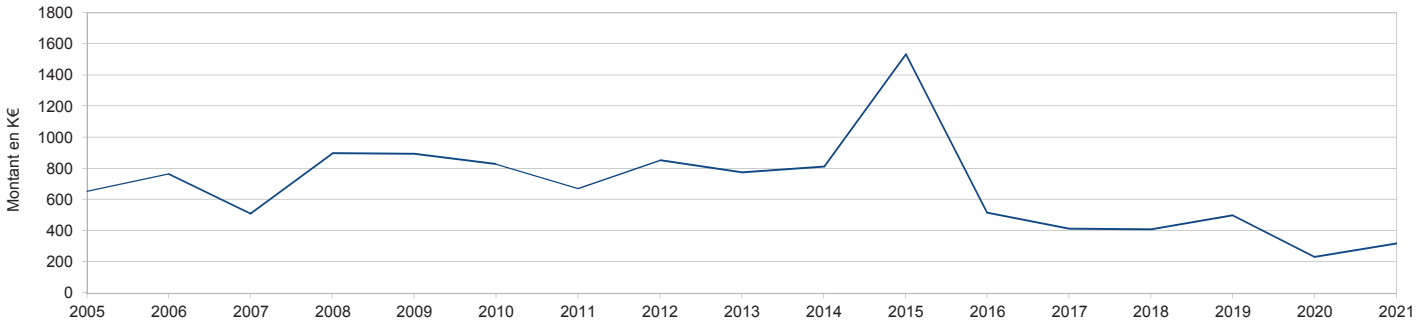
Charges nettes de personnel des remboursements d'assurances et des aides "contrats avenir"



Ratios d'endettement



Capacité de financement des investissements



ANNEXE 4 : LA PROSPECTIVE DU SERVICE DE L'EAU POTABLE

Section de fonctionnement										
Dépenses de fonctionnement										
	2 012	**2 013**	**2 014**	**2 015**	**2 016**	**2 017**	**2 018**	**2 019**	**2 020**	**2 021**
Charges à caractère général (Assistance à maîtrise d'ouvrage DSP 2018-2021)					3 960	11 908	6 550	4 500	4 500	4 500
Charges financières certaines	3 281	2 514	2 232	1 758	1 361	1 026	803	602	398	201
Autres charges de gestion courante (contribution au SEA - Obrion Moselle)						17 898	8 800	8 800	8 800	8 800
Dotations aux amortissements et provisions	13 721	14 322	16 518	16 160	16 475	16 422	16 422	16 422	16 422	16 422
Virement à la section d'investissement							240 000	60 000	60 000	60 000
Total	**17 002**	**16 836**	**18 750**	**17 918**	**21 797**	**47 254**	**272 575**	**90 324**	**90 120**	**89 923**
Recettes de fonctionnement										
	2 012	**2 013**	**2 014**	**2 015**	**2 016**	**2 017**	**2 018**	**2 019**	**2 020**	**2 021**
Produits des services (chap. 70)	88 553	85 192	85 708	85 308	90 976	89 114	29 000	29 000	29 000	29 000
Autres produits de gestion courante						17 898	8 800	8 800	8 800	8 800
Subvention d'investissement transférée au compte de résultat	5 932	5 932	5 932	5 932	5 932	5 932	6 173	6 173	6 173	6 173
Total 1	**94 485**	**91 124**	**91 640**	**91 240**	**96 908**	**112 943**	**43 973**	**43 973**	**43 973**	**43 973**
Excédents antérieurs reportés	132 816	210 299	284 587	357 477	430 799	505 910	571 600	342 997	296 646	250 499
Total 2	**227 301**	**301 423**	**376 227**	**448 717**	**527 707**	**618 853**	**615 573**	**386 970**	**340 619**	**294 472**
Excédent de fonctionnement de l'année (reporté en n+1)	210 299	284 587	357 477	430 799	505 910	571 600	342 997	296 646	250 499	204 548

Section d'investissement										
Dépenses d'investissement										
	2 012	**2 013**	**2 014**	**2 015**	**2 016**	**2 017**	**2 018**	**2 019**	**2 020**	**2 021**
Subvention d'investissement transférée au compte de résultat	5 932	5 932	5 932	5 932	5 932	5 932	6 173	6 173	6 173	6 173
Remboursement emprunts	8 733	9 042	9 362	9 693	10 035	10 391	10 733	11 122	11 454	11 786
Immobilisations incorporelles (étude diagnostic des réseaux)				9 648	20 868					
Travaux sur châteaux d'eau	9 457	124 978								
Rénovation réseaux d'eau (2018 : Travaux Place Clémenceau)					30 880		80 515	40 000	40 000	40 000
Branchements		20 581	4 892	19 775	5 658	4 700	6 000	6 000	6 000	6 000
Canalisation captage Merrey (2016 : Travaux et Maîtrise d'œuvre)					26 666					
Autres travaux / études										
Créances droit de déduction de TVA	1 386	658	24 628	810	3 296	15 620	940	17 303	9 200	9 200
Total	**25 508**	**161 190**	**44 813**	**45 857**	**103 334**	**36 643**	**104 361**	**80 598**	**72 827**	**73 159**
Recettes d'investissement										
	2 012	**2 013**	**2 014**	**2 015**	**2 016**	**2 017**	**2 018**	**2 019**	**2 020**	**2 021**
Subventions d'investissement (chap. 13) / 2016 = Subv. Diag. Agence de l'eau					14 462					
Prêts transformables en subventions										
Emprunts nouveaux										
Réserve					7 116	65 806				
Installations techniques (TVA)	1 386	658	24 628	810	3 296	15 620	940	17 303	9 200	9 200
Amortissements des immobilisations + créances dt de déduction TVA	15 107	14 980	41 146	16 970	19 771	32 042	17 362	33 725	25 622	25 622
Virement de la section de fonctionnement							240 000	60 000	60 000	60 000
Total	**16 493**	**15 637**	**65 774**	**17 780**	**44 645**	**113 468**	**258 302**	**111 028**	**94 822**	**94 822**
Solde d'investissement (- si besoin ; + si excédent)	-9 015	-145 553	20 961	-28 077	-58 689	76 826	153 941	30 430	21 995	21 663
Solde d'exécution d'investissement reporté (+ si excédent ; - si déficit)	5 763	-3 252	-148 805	-127 844	-155 921	-214 610	-137 784	16 157	46 587	68 583
Excédent (+) ou déficit (-) d'investissement	**-3 252**	**-148 805**	**-127 844**	**-155 921**	**-214 610**	**-137 784**	**16 157**	**46 587**	**68 583**	**90 246**
Solde de clôture (exploitation et investissement)	**207 048**	**135 783**	**229 633**	**274 878**	**291 300**	**433 815**	**359 154**	**343 233**	**319 081**	**294 794**

ANNEXE 5 : L'ANALYSE FINANCIERE DU SERVICE DE L'EAU POTABLE

Analyse financière										
	2 012	**2 013**	**2 014**	**2 015**	**2 016**	**2 017**	**2 018**	**2 019**	**2 020**	**2 021**
Résultat d'exploitation	74 833	70 870	69 190	69 149	70 541	78 682	14 828	16 878	16 878	16 878
Résultat financier	-3 281	-2 514	-2 232	-1 758	-1 361	-1 026	-803	-602	-398	-201
Résultat exceptionnel	5 932	5 932	5 932	5 932	5 932	5 932	6 173	6 173	6 173	6 173
Résultat comptable	77 483	74 288	72 890	73 322	75 111	83 588	20 198	22 449	22 653	22 850
Charges financières sur charges réelles d'exploitation	100%	100%	100%	100%	26%	3%	5%	4%	3%	1%
Dépenses d'équipement brut sur dépenses réelles d'investissement	55%	94%	76%	52%	41%	66%	89%	85%	83%	82%
Autofinancement sur dépenses d'équipement brut	817%	58%	290%	414%	218%	468%	36%	53%	60%	60%
Amortissement de la dette sur dépenses d'équipement brut	80,5%	6,2%	31,7%	47,1%	25,2%	51,1%	12,3%	17,6%	20,8%	21,4%
Subvention d'équipement reçu sur dépenses d'équipement brut	0%	0%	0%	0%	36%	0%	0%	0%	0%	0%
Annuité de la dette sur produits réels d'exploitation	14%	14%	14%	13%	13%	11%	31%	31%	31%	32%
Annuité de la dette sur résultat d'exploitation	16%	16%	17%	17%	16%	15%	78%	69%	70%	71%
Solde intermédiaire de gestion										
Epargne de gestion	88 553	85 192	85 708	85 308	87 016	95 104	31 250	33 300	33 300	33 300
Epargne brute	91 204	88 610	89 408	89 482	91 586	100 010	36 620	38 871	39 075	39 272
Epargne nette	82 471	79 568	80 046	79 789	81 551	89 619	25 887	27 749	27 621	27 486
Recettes réelles d'investissement	1 386	658	24 628	810	17 758	15 620	940	17 303	9 200	9 200
Capacité de financement des investissements	83 857	80 226	104 674	80 599	99 309	105 239	26 827	45 052	36 821	36 686
Dépenses réelles d'investissement	15 389	151 491	25 706	35 354	63 338	10 632	92 688	52 173	52 173	52 173
Besoin de financement	-68 468	71 265	-78 968	-45 245	-35 972	-94 607	65 861	7 121	15 352	15 487
Nouveaux emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Variation du fonds de roulement	68 468	-71 265	78 968	45 245	35 972	94 607	-65 861	-7 121	-15 352	-15 487
Reprise des résultats antérieurs	138 580	207 048	135 783	229 633	274 878	291 300	433 815	359 154	343 233	319 081
Résultat brut de l'année (ou fonds de roulement final)	207 048	135 783	214 751	274 878	310 850	385 907	367 954	352 033	327 881	303 594
Contrôle (résultat d'exploitation + résultat d'investissement)	207 048	135 783	229 633	274 878	291 300	433 815	359 154	343 233	319 081	294 794
Financement des investissements en %	**2 012**	**2 013**	**2 014**	**2 015**	**2 016**	**2 017**	**2 018**	**2 019**	**2 020**	**2 021**
Capacité de financement	545%	53%	407%	228%	157%	990%	29%	86%	71%	70%
Emprunts	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Fonds de roulement (un signe <0 signifie reconstitution du FDR)	-445%	47%	-307%	-128%	-57%	-890%	71%	14%	29%	30%
Total pour vérification	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
ANALYSE PAR LES RATIOS	**2 012**	**2 013**	**2 014**	**2 015**	**2 016**	**2 017**	**2 018**	**2 019**	**2 020**	**2 021**
En cours de la dette en capital	142 217	133 175	123 814	114 121	104 086	93 695	82 962	71 840	60 386	48 600
Ratios d'endettement										
Encours de la dette / recettes réelles d'exploitation	150,5%	146,1%	135,1%	125,1%	107,4%	83,0%	188,7%	163,4%	137,3%	110,5%
Capacité de désendettement=Encours de la dette / épargne brute (ans)	1,56	1,50	1,38	1,28	1,14	0,94	2,27	1,85	1,55	1,24
Annuité de la dette / épargne de gestion	13,6%	13,6%	13,5%	13,4%	13,1%	12,0%	36,9%	35,2%	35,6%	36,0%
Annuité de la dette / recettes réelles d'exploitation	12,7%	12,7%	12,7%	12,6%	11,8%	10,1%	26,2%	26,7%	27,0%	27,3%
Intérêts de la dette / dépenses réelles d'exploitation	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	25,6%	3,3%	5,0%	4,3%	2,9%	1,5%
Équilibre	**2 012**	**2 013**	**2 014**	**2 015**	**2 016**	**2 017**	**2 018**	**2 019**	**2 020**	**2 021**
(dép de fonct+amortiss dette)/recettes réelles de fonc (doit être <1)	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,5	1,0	0,9	0,9	0,9

ANNEXE 6 : LA PROSPECTIVE DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

Section de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement											
	2 013	**2 014**	**2 015**	**2 016**	**2 017**	**2 018**	**2 019**	**2 020**	**2 021**	**2 022**	**2 023**
Charges à caractère général (Entretien réseaux eau pluvial à partir de 2017)	5 444	2 042	2 042	6 365	65 715	62 550	60 500	60 500	60 500	60 500	60 500
Charges financières certaines	7 392	6 915	6 507	6 131	5 745	5 338	4 938	4 538	4 138	3 738	3 338
Charges financières si nouvel emprunt (Station d'épuration)								19 000	18 000	18 000	17 000
Dotations aux amortissements et provisions	66 197	66 019	65 924	74 315	73 037	73 037	73 037	111 037	111 037	111 037	111 037
Virement à la section d'investissement						750 000	160 000				
Dépenses imprévues											
Total	**79 033**	**74 976**	**74 473**	**86 811**	**144 497**	**890 925**	**298 475**	**195 075**	**193 675**	**193 275**	**191 875**
Recettes de fonctionnement											
	2 013	**2 014**	**2 015**	**2 016**	**2 017**	**2 018**	**2 019**	**2 020**	**2 021**	**2 022**	**2 023**
Produits des services chap. 70 (Surtaxe et taxe raccordement)	147 903	268 519	140 918	131 179	114 189	125 000	125 000	125 000	125 000	125 000	125 000
Subventions d'exploitation	10 765	8 036	29 508	7 856	11 592	11 592	11 592	11 592	11 592	11 592	11 592
Autres produits (Opération d'ordre : amortissement de subvention)	33 047	33 920	33 907	35 880	35 880	35 880	35 880	35 880	35 880	35 880	35 880
Total 1	**191 715**	**310 475**	**204 333**	**174 915**	**161 661**	**172 472**	**172 472**	**172 472**	**172 472**	**172 472**	**172 472**
Excédents antérieurs reportés	438 669	551 351	786 850	916 710	1 004 815	1 021 978	303 525	177 522	154 919	133 716	112 914
Total 2	**630 384**	**861 826**	**991 183**	**1 091 625**	**1 166 475**	**1 194 450**	**475 997**	**349 994**	**327 391**	**306 189**	**285 386**
Excédent de fonctionnement de l'année (reporté en n+1)	551 351	786 850	916 710	1 004 815	1 021 978	303 525	177 522	154 919	133 716	112 914	93 511

Section d'investissement

Dépenses d'investissement											
	2 013	**2 014**	**2 015**	**2 016**	**2 017**	**2 018**	**2 019**	**2 020**	**2 021**	**2 022**	**2 023**
Subvention d'investissement au compte de résultat	33 047	33 920	33 907	35 880	35 880	35 880	35 880	35 880	35 880	35 880	35 880
Remboursement emprunts	10 574	10 480	8 929	7 845	8 232	8 650	9 050	9 450	9 850	10 250	10 650
Remboursement nouveaux emprunts (Station d'épuration)								32 000	33 000	34 000	34 000
Diagnostique et étude réseaux			29 364	7 956							
Travaux sur réseaux (2016 : Rue Neuve / 2018 : Place Clémenceau)	49 885	2 031		34 238		61 700	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
Station d'épuration (Etude, sondage et travaux)	298 209	127 329	64 033	2 506		94 200	1 900 000				
Etude ruisseau étang de Merrey				3 810							
Créance droit réduction de TVA	2 563	8 161		82 665	12 979	0	31 180	384 000	4 000	4 000	4 000
Total	**394 278**	**181 921**	**136 233**	**174 900**	**57 091**	**200 430**	**1 996 110**	**481 330**	**102 730**	**104 130**	**104 530**
Recettes d'investissement											
	2 013	**2 014**	**2 015**	**2 016**	**2 017**	**2 018**	**2 019**	**2 020**	**2 021**	**2 022**	**2 023**
Subventions d'investissement reçues (chap. 13)	51 600	86 000	42 310		13 283						
Emprunts nouveaux (30 ans à 1,56%)							1 250 000				
Installations techniques (TVA) et Autre immo. Financières	5 126	16 322	0	165 331	25 958	0	62 360	768 000	8 000	8 000	8 000
Amortissements des immobilisations	66 197	66 019	65 924	74 315	73 037	73 037	73 037	111 037	111 037	111 037	111 037
Virement de la section de fonctionnement	0	0	0	0	0	750 000	160 000	0	0	0	0
Total	**122 923**	**168 341**	**108 234**	**239 645**	**112 278**	**823 037**	**1 545 397**	**879 037**	**119 037**	**119 037**	**119 037**
Solde d'investissement (- si besoin ; + si excédent)	-271 355	-13 580	-27 999	64 745	55 187	622 607	-450 713	397 707	16 307	14 907	14 507
Solde d'exécution d'investissement reporté (+ si excédent ; - si déficit)	23 695	-247 660	-261 240	-289 239	-224 494	-169 307	453 300	2 587	400 294	416 601	431 507
Excédent (+) ou déficit (-) d'investissement	**-247 660**	**-261 240**	**-289 239**	**-224 494**	**-169 307**	**453 300**	**2 587**	**400 294**	**416 601**	**431 507**	**446 014**
Solde de clôture (Exploitation et investissement)	**303 691**	**525 610**	**627 471**	**780 321**	**852 671**	**756 825**	**180 109**	**555 213**	**550 317**	**544 421**	**539 525**

ANNEXE 7 : L'ANALYSE FINANCIERE DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

Analyse financière

	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023
Résultat d'exploitation	87 028	208 494	102 460	58 356	-12 972	1 005	3 055	-34 945	-34 945	-34 945	-34 945
Résultat financier	-7 392	-6 915	-6 507	-6 131	-5 745	-5 338	-4 938	-4 538	14 862	14 262	-21 338
Résultat exceptionnel	33 047	33 920	33 907	35 880	35 880	35 880	35 880	35 880	35 880	35 880	35 880
Résultat comptable	112 682	235 499	129 860	88 104	17 164	31 547	33 997	-3 603	15 797	15 197	-20 403
Charges financières sur charges réelles d'exploitation	58%	77%	76%	49%	-1%	1%	2%	5%	28%	26%	26%
Dépenses d'équipement brut sur dépenses réelles d'investissement	97%	93%	91%	94%	61%	95%	100%	91%	36%	35%	35%
Autofinancement sur dépenses d'équipement brut	44%	200%	180%	101%	463%	47%	4%	19%	317%	317%	317%
Amortissement de la dette sur dépenses d'équipement brut	3%	8%	10%	6%	63%	6%	0%	2%	174%	180%	186%
Subvention d'équipement reçu sur dépenses d'équipement brut	15%	63%	45%	0%	102%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Annuité de la dette sur produits réels d'exploitation	11%	6%	9%	10%	11%	10%	10%	10%	48%	48%	48%
Annuité de la dette sur résultat d'exploitation	21%	8%	15%	24%	-108%	1392%	458%	-40%	-186%	-186%	-189%

Solde intermédiaire de gestion

Epargne de gestion	153 225	274 513	168 384	132 670	60 066	74 042	76 092	76 092	76 092	76 092	76 092
Epargne brute	178 879	301 518	195 784	162 419	90 201	104 584	107 034	107 434	88 834	90 234	90 634
Epargne nette	168 305	291 038	186 855	154 574	81 969	95 934	97 984	97 984	46 984	46 984	45 984
Recettes réelles d'investissement	56 726	102 322	42 310	165 331	39 240	0	62 360	768 000	8 000	8 000	8 000
Capacité de financement des investissements	225 031	393 360	229 165	319 904	121 209	95 934	160 344	865 984	54 984	54 984	53 984
Dépenses réelles d'investissement	381 141	163 280	127 304	84 390	35 880	191 780	1 955 880	55 880	55 880	55 880	55 880
Besoin de financement	156 109	-230 080	-101 861	-235 515	-85 329	95 846	1 795 536	-810 104	896	896	1 896
Nouvel emprunt	0	0	0	0	0	0	1 250 000	0	0	0	0
Variation du fonds de roulement	-156 109	230 080	101 861	235 515	85 329	-95 846	-545 536	810 104	-896	-896	-1 896
Reprise des résultats antérieurs	462 364	303 691	525 610	627 471	780 321	852 671	756 825	180 109	555 213	550 317	544 421
Résultat brut de l'année (ou fonds de roulement final)	306 254	533 771	627 471	862 986	865 650	756 825	211 289	990 213	554 317	549 421	542 525
Contrôle (résultat d'exploitaion + résultat d'investissement)	303 691	525 610	627 471	780 321	852 671	756 825	180 109	555 213	550 317	544 421	539 525

Financement des investissements

Capacité de financement	59%	241%	180%	379%	338%	50%	8%	1550%	98%	98%	97%
Emprunts	0%	0%	0%	0%	0%	0%	64%	0%	0%	0%	0%
Fonds de roulement (un signe <0 signifie reconstitution du FDR)	41%	-141%	-80%	-279%	-238%	50%	28%	-1450%	2%	2%	3%
Total pour vérification	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
ANALYSE	**2 013**	**2 014**	**2 015**	**2 016**	**2 017**	**2 018**	**2 019**	**2 020**	**2 021**	**2 022**	**2 023**
En cours de la dette en capital	154 059	136 621	120 531	112 686	104 454	95 804	1 336 754	1 327 304	1 285 454	1 242 204	1 197 554
Ratios d'endettement											
Encours de la dette / recettes réelles d'exploitation	80,4%	44,0%	59,0%	64,4%	64,6%	55,5%	775,1%	769,6%	745,3%	720,2%	694,3%
Capacité de désendettement=Encours de la dette / épargne brute (ans)	0,86	0,45	0,62	0,69	1,16	0,92	12,49	12,35	14,47	13,77	13,21
Annuité de la dette / épargne de gestion	11,7%	6,3%	9,2%	10,5%	23,3%	18,9%	18,4%	18,4%	85,4%	85,4%	86,7%
Annuité de la dette / recettes réelles d'exploitation	9,4%	5,6%	7,6%	8,0%	8,6%	8,1%	8,1%	8,1%	37,7%	37,7%	38,3%
Intérêts de la dette / dépenses réelles d'exploitation	57,6%	77,2%	76,1%	49,1%	-0,8%	0,8%	2,2%	5,4%	28,0%	26,4%	26,4%
Equilibre											
(dép de fonct+amortiss dette)/recettes réelles de fonc <1	0,5	0,3	0,4	0,5	0,9	0,9	0,9	1,2	1,4	1,4	1,4